



RÉCAPITULONS...

Faisons un petit peu de mathématiques...

- Augmentation de l'ICP de 400 E bruts par an soit 320 E nets = 26,66 euros / mois
- 0,5 point de plus sur la PSS, sur un salaire de 1500 E = 7,5 E / mois

$$26,66 + 7,5 = 34,16 \text{ E}$$

- Augmentation de 1,7 point de la CSG, sur un salaire de 1500 E cela représente une perte de 25,50 E / mois

$$34,16 - 25,50 = 8,66 \text{ E}$$

Donc pour 12 jours de blocage inédits depuis 25 ans, voici les « avancées » :

8,66 E par mois, un gilet pare-balles, une paire de Magnum et 10 E pour les dimanches et jours fériés. Et encore parce que Force Ouvrière a tenu à mettre le volet indemnitaire sur la table... Mais rassurons nous, la majorité des agents a validé paraît-t-il... Il faut vraiment avoir atteint le summum de la naïveté pour ne pas s'apercevoir que les dés étaient pipés et que les jeux étaient déjà faits. Un syndicat bienveillant, dont les instances nationales auront cocufié d'abord leurs propres adhérents qui pour la plupart étaient plein de bonne volonté et auront fait le job localement, reçu en priorité par le ministère et avec lequel l'ensemble des négociations se sont déroulées.

Nous n'allons pas revenir sur le volet sécuritaire et les 1100 emplois que nous ne trouverons qu'en raclant les fonds de tiroir parce que sans revalorisation indemnitaire, nous ne voyons pas comment nous pourrions recruter plus à l'avenir que maintenant.

Mais nous disons qu'il s'agit là d'une réelle volonté de la part de l'Administration que de ne pas trouver assez de personnels pour légitimer la privatisation prochaine de certains services de nos prisons.

Et pour justifier cette signature et donc cette levée du blocage, certains font courir le bruit que nous n'aurions pas obtenu mieux. Nous persistons à dire le contraire et qu'en passant le week-end nous aurions obtenu de réelles avancées sur les salaires et la sécurité et pas simplement l'accélération de ce qui était prévu depuis belle lurette.

FO 1er Syndicat de la Fonction Publique d'Etat

www.fonenitentiaire-rhone-alpes-auvergne.fr



Parce-que de l'argent il y en a et lorsque le gouvernement veut en trouver il en trouve !

Les EHPAD, une journée de grève et 50 millions de débloqués, la petite visite de notre « cher » (dans tous les sens du terme) Président en Afrique et vas-y que je donne 200 millions par ci, 150 millions par là... Ah oui, mais ce n'est pas la même enveloppe, sommes nous bêtes... Décidément nous nous y ferons jamais. De la même manière qu'il est plus facile et moins risqué de déloger les surveillants de devant les portes que d'en faire de même avec des « zadistes » qui occupent depuis des années des terrains qui ne leur appartiennent pas... **L'expression fort avec les faibles et faible avec les forts prend ici tout son sens.**

Evidemment le but de ces basses manœuvres et de dissuader pour l'avenir toute velléité qui pourrait à nouveau saisir les agents. Tout ça pour avoir demandé la moindre des choses, que l'État nous assure de travailler dans des meilleures conditions de sécurité avec un salaire décent.

Pour couronner le tout, la Direction de notre établissement se livre à une véritable chasse aux sorcières afin de distribuer généreusement les 30ème, faisant fi des engagements de notre Ministre qui disait sur des grands médias qu'ils ne seraient appliqués qu'à partir du 24 janvier. Un bel exemple de zèle, la prime de fin d'année passe probablement par là... Pourtant nous nous souvenons tous de notre Directrice, nous disant qu'elle comprenait notre mouvement et qu'elle nous soutenait en nous courant après sur le parking. Et comme pour mieux se justifier, elle avance que ce sont des consignes qui viennent de plus haut.

Foutaise ! La demande des 30ème est locale ! Madame la Directrice, assumez !

Dans d'autres établissements la Direction n'a rien demandé !

A ce sujet, nous demandons à ce que nous soient communiqués officiellement les noms des heureux élus avec le nombre de jours retirés à chacun car il ne faudrait pas que quelques-uns, bien vus de la Direction passe à travers les mailles du filet...

Mais le pompon vient quand on se penche sur les plus touchés par ces mesures (puisque'il ne faut pas parler de sanction...), les postes fixes. Ce sont eux qui touchent le moins puisqu'ils ne sont concernés ni par les heures supplémentaires ni par les dimanches et jours fériés et ce sont eux qui verront leur salaire le plus amputé. **La logique aurait voulu qu'une moyenne soit faite de la totalité des 30ème afin qu'ils soient retirés de manière équitable entre tous les agents.** D'après nos informations, il nous semble que les personnels auraient été prêts à cet élan de solidarité.

Il faut quand même souligner que certains chefs d'établissements ont refusé carrément de donner les noms quitte à se mettre en difficulté avec leur hiérarchie mais cela ne les a pas empêchés de tenir bon. Cela s'appelle du courage et il s'agit là d'un vrai signe de soutien de la part de ces directeurs envers leurs personnels. Ca nous laisse rêveur...

Le 06 février 2018

FO 1er Syndicat de la Fonction Publique d'Etat

www.fonenitentiaire-rhone-alpes-auvergne.fr